

Les dérives de la politique d'excellence à l'UdS

Communiqué de l'intersyndicale Agir ensemble pour une université démocratique (Le 31 janvier 2012)

Aux yeux des observateurs extérieurs, l'Université de Strasbourg (UdS) serait devenue le bon élève de « l'excellence », riche de ses nombreuses réussites dans le cadre des appels à projets de l'ANR et du Grand Emprunt. Les membres de l'intersyndicale Agir Ensemble se félicitent de ces annonces budgétaires dont la mise en application reste pour l'instant malheureusement anecdotique (moins de 2 % des sommes de l'Emprunt). Ils tiennent aussi à relayer les craintes qui s'expriment concernant les dérives et les risques induits par la mise en œuvre de cette « politique d'excellence ».

Celle-ci présente tout d'abord un coût étrangement fluctuant et difficilement évaluable : en effet alors que le budget de l'UdS est très contraint, chaque « projet d'excellence » n'est que partiellement financé par l'ANR et engendre des coûts indirects très importants qui sont à la charge de l'établissement et vont grever les financements habituels des équipes. « L'excellence » n'est d'ailleurs souvent réduite qu'à certains secteurs décrétés utiles ou rentables par « la stratégie nationale de recherche et d'innovation », souvent en contradiction avec l'esprit de la recherche publique. Ce label de « l'excellence » masque mal la mise en place d'une Université à deux vitesses, tant l'indigence financière en dehors des périmètres d'excellence est grande, y compris à l'UdS.

Cette politique est également mise en œuvre sans que le Conseil d'administration ni les deux autres conseils centraux (CS et CEVU) n'aient eu à se prononcer sur les projets, y compris sur l>IDEX. Nous y voyons une entorse grave au fonctionnement démocratique de nos instances.

Enfin cette « politique d'excellence » accroît la dépendance de notre université à l'égard de structures juridiques de droit privé et d'aléatoires financements extérieurs. Nous nous inquiétons en particulier que la présidence de l'UdS entende franchir aujourd'hui un nouveau pas dans la course aux investissements et à l'excellence avec le projet d'usine-école EASE, porté par le pôle de compétitivité Alsace-BioValley, auquel l'UdS est associé, ainsi qu'avec le projet de transformation de la Fondation partenariale de l'UdS en Fondation de coopération scientifique (FCS).

Bien que de nature distincte, ces deux projets, soumis au CA du 31 janvier 2012, impliquent des engagements financiers importants et la mise en place de structures juridiques de droit privé, en grande partie hors du contrôle du CA de l'université. Ces structures autorisent explicitement l'embauche de personnels sur des contrats de droit privé, échappant aux règles communes de recrutement, de rémunération et de promotion des personnels de l'Université.

L'intersyndicale Agir Ensemble déplore que des projets décisifs orientant fortement les priorités scientifiques de l'université soient méthodiquement soustraits à l'influence des conseils de l'université. Contre la multiplication des instances de gouvernance parallèles, nous souhaitons que soit réaffirmée et garantie la fonction délibérative du Conseil d'administration ainsi que l'exercice démocratique de son contrôle sur l'ensemble des projets « d'excellence ».

*Agir Ensemble pour une université démocratique
(SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNPRES-FO)*